

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 14–17 novembre 2011

QUESTIONS DIVERSES

Point 14 de l'ordre du
jour

*Pour information**



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2011/14
24 octobre 2011
ORIGINAL: ANGLAIS

RAPPORT SUR LA VISITE SUR LE TERRAIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU PAM AU BANGLADESH

* Conformément aux décisions du Conseil d'administration sur la gouvernance approuvées à la session annuelle et à la troisième session ordinaire de 2000, les points soumis pour information ne seront pas discutés, sauf si un membre en fait la demande expresse, suffisamment longtemps avant la réunion, et que la présidence fait droit à cette demande, considérant qu'il s'agit là d'une bonne utilisation du temps dont dispose le Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter la fonctionnaire du PAM mentionnée ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

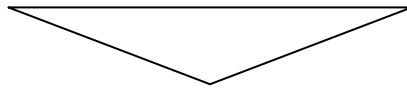
Secrétaire du Conseil
d'administration:

Mme E. Joergensen

tél.: 066513-2603

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil prend note du document intitulé "Rapport sur la visite sur le terrain du Conseil d'administration du PAM au Bangladesh" (WFP/EB.2/2011/14).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

REMERCIEMENTS

1. La délégation du Conseil d'administration tient à adresser ses sincères remerciements à l'équipe du PAM qui travaille à Dhaka et sur le terrain, sous la houlette de Mme Christa Rader, Directrice du PAM au Bangladesh, pour son grand professionnalisme, ses compétences et son dévouement, sans oublier l'accueil très chaleureux qu'elle nous a réservé au Bangladesh. Nous remercions aussi Mme Erika Joergensen, Secrétaire du Conseil d'administration, qui a organisé et coordonné de manière remarquable la visite.

INTRODUCTION

2. Les membres du Conseil d'administration, représentant le Burkina Faso, le Danemark, la Fédération de Russie, la France, Haïti et l'Inde, se sont rendus au Bangladesh du 18 au 23 septembre 2011. Ils étaient accompagnés de la Secrétaire du Conseil, Mme Erika Joergensen.
3. Les membres du Conseil ont rencontré les Ministres chargés de la condition féminine et de l'enfance, de l'alimentation et de la gestion des catastrophes, et de l'enseignement primaire et de l'enseignement de masse, l'Équipe de pays des Nations Unies et les principaux partenaires du PAM au Bangladesh, notamment des acteurs du secteur privé, des organisations non gouvernementales (ONG), des communautés locales et des représentants des pays donateurs. Les membres du Conseil ont assisté à une présentation du projet Laser Beam, avec des représentants du secteur privé. Ils ont pu observer la mise en œuvre de projets très variés dans le nord du pays, notamment des activités de promotion des filets de sécurité fondés sur les transferts monétaires, ainsi que de la nutrition maternelle et infantile, des activités visant à renforcer la capacité de résistance et d'adaptation au changement climatique, et des programmes d'alimentation scolaire. Faute de temps et en raison des inondations, la mission n'a pu se rendre sur les sites au sud du pays où le PAM mène des activités, mais le bureau de pays à Dhaka a diffusé une présentation vidéo instructive à ce sujet. La visite qui devait être consacrée au programme d'alimentation scolaire mis en œuvre au profit des enfants vivant et travaillant en milieu urbain dans les bidonvilles de Mohakhali, à Dhaka, a été annulée au dernier moment en raison d'une grève nationale, le 22 septembre 2011.
4. La visite avait pour objectif principal d'examiner les points suivants:
 - l'efficacité des opérations menées par le PAM dans le pays;
 - le rôle du PAM en tant que partenaire du Gouvernement, en particulier dans le domaine du renforcement des capacités, et le niveau de coopération avec les partenaires locaux; et
 - la coordination et le partenariat au niveau du pays entre le PAM et les autres organismes des Nations Unies.
5. Une attention particulière a été accordée aux préparatifs de la mise en œuvre du nouveau programme de pays du PAM, qui doit démarrer en janvier 2012, à l'orientation stratégique de celui-ci et à sa valeur ajoutée escomptée par rapport aux projets réalisés par le passé au Bangladesh.

CONTEXTE SOCIOÉCONOMIQUE ET SITUATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

6. L'économie du Bangladesh est une économie de marché qui se développe rapidement, et qui a enregistré ces dernières années une croissance dynamique et durable. Depuis 2004, la croissance annuelle du produit intérieur brut est de 6 pour cent, et ce taux élevé devrait perdurer pendant les cinq années à venir. Selon le Fonds monétaire international, le Bangladesh s'est classé en 2010 au 57^{ème} rang des économies du monde en valeur nominale, et au 47^{ème} rang en termes de parité du pouvoir d'achat.
7. Le Bangladesh demeure néanmoins un pays en développement, où la pauvreté est généralisée; il occupait le 129^{ème} rang au classement de l'Indice de développement humain pour 2010. Le nombre absolu de personnes en situation d'insécurité alimentaire reste élevé – sur une population totale de 150 millions d'habitants, environ 60 millions de personnes dans les zones urbaines et rurales ne reçoivent pas l'apport alimentaire minimal requis pour pouvoir mener une vie saine, à savoir 2 122 kilocalories par personne et par jour¹. Les inégalités s'agissant de la répartition des richesses se sont globalement creusées. Par ailleurs, le Bangladesh est un pays très exposé aux catastrophes naturelles et aux chocs, comme les inondations, les marées de tempête, les cyclones et les sécheresses, et il compte parmi les pays les plus durement touchés par le changement climatique. D'après le World Risk Report de 2011, il occupait le sixième rang au classement des pays les plus vulnérables face aux catastrophes naturelles.
8. La sécurité alimentaire est l'un des piliers de la stratégie sociale et économique du Gouvernement, qui vise principalement à créer un environnement macroéconomique viable, permettant de faire perdurer la croissance économique actuelle et de réduire encore la pauvreté et la faim. Le Bangladesh a fait de gros progrès sur la voie de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) d'ici à 2015, notamment en matière de réduction de la pauvreté: la proportion de personnes vivant dans la pauvreté est passée de 70 pour cent en 1970 à 32 pour cent en 2010. Le nouvel engagement pris par le Bangladesh, à savoir réaliser l'OMD 1, a été soigneusement pris en compte lors de l'élaboration du programme de développement, et il figure en bonne place dans la deuxième phase de la Stratégie nationale pour la réduction accélérée de la pauvreté (2009-2011). Pour le Gouvernement, la protection sociale est l'une des composantes fondamentales de cette Stratégie, et il consacre près de 3 milliards de dollars É.-U. par an, soit 15 pour cent de son budget total, aux programmes relatifs aux filets de sécurité.
9. Cependant, malgré l'engagement résolu du Gouvernement et les progrès spectaculaires accomplis en matière de réduction de la pauvreté au cours de la décennie écoulée, il est peu probable que le Bangladesh parvienne à réduire de moitié d'ici à 2015 le nombre de personnes qui souffrent de la faim. Les gros problèmes qui se posent en matière d'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages ont trait à l'insuffisance du pouvoir d'achat, à la faible capacité de résistance des personnes en situation d'insécurité alimentaire face aux chocs récurrents, à l'accès inadéquat aux terres arables et aux pénuries de vivres pendant la période de soudure dans le secteur agricole. La crise des produits alimentaires de 2008 continue d'avoir un impact important sur la sécurité alimentaire. L'augmentation rapide de la pauvreté urbaine, et en particulier de la dénutrition, due à l'urbanisation

¹ Cette estimation repose sur les résultats de l'Enquête sur les revenus et les dépenses des ménages menée en 2005 par le Bureau de la statistique du Bangladesh. Une autre enquête de ce type, menée en 2010, fournira de nouveaux chiffres.

galopante et aux pressions démographiques croissantes, pose un nouveau défi. Les taux de dénutrition aiguë et chronique sont alarmants et pourraient saper les progrès accomplis jusqu'ici dans la réduction de la pauvreté.

10. Malgré les réalisations dans le domaine de l'autonomisation des femmes, l'inégalité des sexes au Bangladesh demeure l'un des principaux facteurs ayant des effets négatifs sur l'état nutritionnel des femmes et des enfants: le mariage précoce est généralisé, et 64 pour cent des filles sont mariées avant l'âge de 18 ans; 30 pour cent des mères présentent une insuffisance pondérale; et 46 pour cent des femmes enceintes souffrent d'anémie ferriprive.

CONSTATATIONS ET OBSERVATIONS

Nouveau programme de pays

11. Le nouveau programme de pays pour 2012–2016 marque un changement stratégique dans la façon dont le PAM traite les problèmes touchant l'insécurité alimentaire, en contribuant au renforcement des capacités nationales et en tirant parti de ses propres compétences spécialisées pour renforcer et transposer à une plus grande échelle les programmes publics de filets de sécurité. Il ne s'agit pas d'un programme ambitieux au regard des besoins du pays, mais ses priorités sont bien établies, ce qui assure la cohérence entre les diverses composantes et les projets, et axe principalement l'action sur les groupes les plus vulnérables dans les zones géographiques les plus pauvres. Plus de 90 pour cent des 4 millions de bénéficiaires prévus au cours des cinq années couvertes sont des femmes et des enfants.
12. Dans le cadre du nouveau programme de pays, et en coordination avec le Gouvernement et les autres partenaires de développement, le PAM doit perfectionner son approche en matière de cartographie de la pauvreté et de ciblage, afin de pouvoir déterminer les poches persistantes d'extrême pauvreté au niveau en dessous du sous-district (*upazila*).
13. Des partenariats renforcés avec toutes les parties prenantes et tous les partenaires de développement dans le pays, et la convergence et les synergies des composantes du programme, seront les facteurs déterminants qui permettront d'obtenir les effets directs escomptés du nouveau programme de pays, et partant d'augmenter son impact et sa durabilité et d'obtenir des résultats importants en matière de réduction de la faim.
14. Les représentants du Conseil ont noté avec satisfaction que le PAM prévoyait d'intégrer davantage la problématique hommes-femmes dans l'ensemble de son nouveau programme de pays pour 2012–2016, compte tenu d'une évaluation antérieure de ses activités dans ce domaine au Bangladesh. Il s'agit notamment d'adapter le système de suivi et d'évaluation du bureau de pays afin d'améliorer le suivi de la situation des femmes et des filles bénéficiaires, du renforcement de la participation et du pouvoir décisionnel des femmes, mais aussi des incidences négatives potentielles au niveau des ménages.
15. Sur tous les sites de projets communautaires où ils se sont rendus, les membres du Conseil ont noté l'importance accordée à des éléments tels que la formation, l'éducation et la sensibilisation.

Relations avec le Gouvernement

16. L'équipe a constaté avec satisfaction que le PAM était considéré comme un partenaire stratégique et fiable du Gouvernement, et que ses activités sur le terrain semblaient conformes aux plans, politiques et stratégies du pays. Les représentants des ministères d'exécution se sont déclarés résolus à mettre en œuvre les stratégies de transfert des

responsabilités, à renforcer les capacités et à accroître la prise en main par les autorités nationales des programmes relatifs à la sécurité alimentaire. Le rôle du PAM aux yeux du Gouvernement est double, à savoir qu'il s'agit d'un organisme opérationnel qui fournit une assistance alimentaire en conformité avec les programmes nationaux, et d'un partenaire technique qui œuvre dans les domaines du plaidoyer, des compétences spécialisées et du partage du savoir, en plus de soutenir les programmes nationaux, en fonction du contexte. Le PAM a mis en place deux unités chargées d'appuyer les capacités, l'une au Ministère de la condition féminine et de l'enfance, pour ce qui a trait au programme de développement en faveur des groupes vulnérables, et l'autre au Ministère de l'enseignement primaire et de l'enseignement de masse, pour ce qui est du programme d'alimentation scolaire.

Relations avec l'Équipe de pays des Nations Unies

17. La mission a pris note des avis particulièrement élogieux dont les activités du PAM ont fait l'objet de la part des partenaires, et de la coopération et de la coordination importantes entre le PAM et d'autres organismes des Nations Unies sur le terrain. Les programmes menés conjointement avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) sont bien conçus et reposent sur une approche réaliste et pragmatique. Des améliorations sont cependant possibles, notamment en élargissant le champ de la coopération avec la FAO, qui met en œuvre au Bangladesh l'un de ses principaux programmes pour l'Asie, et en établissant de nouvelles relations avec le Fonds international de développement agricole (FIDA), qui est depuis peu présent au Bangladesh. Les membres du Conseil n'ont pas pu rencontrer de représentants du Fonds, car celui-ci n'est pas encore véritablement établi dans le pays.
18. Le PAM semble bien intégré dans le nouveau Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) pour 2012–2016. L'objectif global du PNUAD, en tant qu'outil permettant d'appuyer les efforts nationaux visant à réaliser les OMD et à réduire les inégalités socioéconomiques, est bien reconnu par le Gouvernement bangladais. Dans le cadre du nouveau PNUAD, le PAM est l'organisme chef de file chargé de l'un des sept piliers (sécurité alimentaire et nutrition).

Nutrition maternelle et infantile

19. L'amélioration de la nutrition maternelle et infantile semble être une composante majeure du nouveau programme de pays: le PAM élargira de manière notable le nombre des bénéficiaires, qui passera de 140 000 en 2011 à 360 000 en 2012. Les taux alarmants de dénutrition chez les enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes justifient ce choix stratégique. En particulier, 48,6 pour cent des enfants de moins de 5 ans demeurent chroniquement sous-alimentés (atteints d'un retard de croissance), ce qui compromet le bien-être et la productivité des générations futures. Les enfants de moins de 2 ans constituent le groupe le plus vulnérable, avec un taux de dénutrition aiguë globale de 16,9 pour cent, et de dénutrition aiguë grave de 6 pour cent. Le Bangladesh est le pays d'Asie du Sud qui affiche la plus forte prévalence d'insuffisance pondérale chez les enfants.
20. Les représentants du Conseil ont noté avec satisfaction que, suite aux changements notables apportés aux programmes, le PAM préconisait désormais que ses partenaires techniques assurent la prise en charge de la dénutrition aiguë grave. Des partenariats complémentaires n'ont cependant pas encore été établis dans tous les domaines des programmes de nutrition, sauf pour ce qui est du projet conjoint relatif aux OMD.

21. Les activités de plaidoyer et de sensibilisation concernant l'importance de la lutte contre la dénutrition maternelle et infantile restent un défi pour le PAM au Bangladesh. L'initiative lancée conjointement par la FAO, l'UNICEF, le PAM et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), pour éliminer la dénutrition chez les enfants (REACH) et l'initiative Renforcer la nutrition, toutes deux en vigueur au Bangladesh, offrent la possibilité d'attirer davantage l'attention de la sphère politique sur la question de la nutrition.
22. La présentation du projet Laser Beam a mis en évidence un partenariat public-privé unique en son genre, axé sur l'élimination de la dénutrition infantile; le Bangladesh servait d'exemple. Les représentants du Conseil ont noté que dans ce domaine, il était possible de renforcer la collaboration avec les partenaires du secteur privé national et international.

Filets de sécurité

23. L'examen des activités de promotion des filets de sécurité appuyées par le PAM, dans le cadre du projet relatif à la sécurité alimentaire au profit des ménages extrêmement pauvres, a permis de dégager une leçon fondamentale, à savoir que le mélange et l'enchaînement de différents outils d'assistance alimentaire pouvaient apporter une valeur ajoutée en répondant aux besoins en matière de sécurité alimentaire. Ce projet, qui est exécuté par le biais d'ONG locales, prévoit une série d'activités, assorties de transferts monétaires effectués mensuellement pendant 24 mois au profit de 30 000 ménages extrêmement pauvres, afin d'améliorer la sécurité alimentaire et le bien-être nutritionnel des bénéficiaires. La décision prise par le PAM d'octroyer des subsides pour la création d'avoirs, dans un pays où les ONG ont vivement encouragé le microcrédit, a été déterminée par le groupe cible, à savoir les personnes extrêmement pauvres, en particulier les femmes, y compris celles qui sont chefs de ménage. Le groupe du Conseil a rencontré les bénéficiaires de ces subsides, d'un montant de 200 dollars environ. L'accès limité aux marchés locaux et régionaux constituait toutefois l'un des principaux obstacles à surmonter; il fallait instaurer des partenariats avec des acteurs locaux, des ONG par exemple.
24. L'absence au sein du Gouvernement d'un ministère de coordination des filets de sécurité est à l'origine du manque d'efficacité constaté au niveau de l'exécution des programmes. De ce fait, il devient plus difficile d'assurer la convergence et la complémentarité entre les dispositifs visant à promouvoir les filets de sécurité gérés par le PAM et les filets de sécurité nationaux. Par ailleurs, la plupart des programmes correspondants du Gouvernement sont mis en œuvre à une échelle insuffisante pour lutter contre la faim chronique. Le programme de développement en faveur des groupes vulnérables est l'une des plus grandes interventions de protection sociale financées par le Gouvernement; lancé en 1975 pour nourrir les groupes vulnérables, il cible 750 000 femmes extrêmement pauvres durant un cycle de deux ans. Par manque de financement, ce programme n'est pas durable et ne peut donc pas être élargi de manière adéquate pour répondre aux besoins croissants des bénéficiaires appartenant à cette catégorie sociale.
25. Le groupe du Conseil a noté avec satisfaction que la Ministre de la condition féminine et de l'enfance incluait les subsides à l'appui de la création d'avoirs dans sa vision du programme de développement en faveur des groupes vulnérables, en s'appuyant sur l'expérience acquise par le PAM et d'autres organismes lors de la mise en œuvre de projets visant à promouvoir les filets de sécurité.

Alimentation scolaire

26. Bien que le Gouvernement affirme que le taux de scolarisation dépasse 90 pour cent, les enjeux de la politique d'éducation nationale sont notamment le niveau de fréquentation et le taux global d'abandon scolaire dans le pays, qui reste élevé (environ 50 pour cent).
27. Les indicateurs les plus explicites de l'efficacité de l'alimentation scolaire appuyée par le PAM sont notamment les progrès significatifs réalisés au niveau de la scolarisation dans le primaire, et de la nutrition. Le taux global d'inscription dans le primaire a augmenté de 16 pour cent ces dernières années. Ainsi, à l'école primaire publique de Palashbari Pachchimpara (district de Kurigam), où s'est rendue la mission, le taux de scolarisation est passé de 72 pour cent en 2001 à 100 pour cent en 2011. Un autre effet bénéfique est que la prévalence de l'anémie ferriprive est relativement faible (10 pour cent, contre 22 pour cent dans les écoles ne recevant pas d'assistance).
28. Les représentants du Conseil ont constaté avec satisfaction que les représentants du Gouvernement jugeaient que l'alimentation scolaire était un outil efficace, ayant des effets durables, et une incidence sur un grand nombre de bénéficiaires, et contribuant à la réalisation de l'enseignement primaire universel (OMD 2). Le Ministère de l'enseignement primaire et de l'enseignement de masse assume de plus en plus de responsabilités vis-à-vis de l'alimentation scolaire: il a annoncé un objectif ambitieux, à savoir mettre sur pied en 2011 un programme national d'alimentation scolaire, qui sera étendu progressivement en 2012 à plus de 1,2 million d'enfants dans 34 sous-districts (*upazilas*) de 15 districts. Chaque enfant recevra 75 grammes de biscuits enrichis par jour.
29. Les représentants du Conseil ont aussi constaté que les jardins potagers mis en place dans le cadre des programmes d'alimentation scolaire contribuaient à mieux faire comprendre l'importance de la nutrition dans la vie des écoliers et de leur famille.
30. L'équipe du Conseil a examiné avec les représentants du Ministère de l'enseignement primaire et de l'enseignement de masse la nécessité de renforcer le dialogue entre ses membres et le PAM, afin de coordonner le transfert progressif prévu des responsabilités du PAM au Gouvernement.
31. La première étape s'imposera dans deux ans, puisque l'alimentation scolaire doit être financée à partir de 2014 par le fonds commun administré par la Banque mondiale, destiné à la politique d'éducation du Bangladesh.

Renforcer la capacité de résistance face aux catastrophes et aux effets du changement climatique

32. Le principal enseignement tiré du programme du PAM pour le renforcement de la capacité de résistance, au titre duquel le Gouvernement verse 50 pour cent des salaires des travailleurs en espèces² et le PAM 50 pour cent en produits alimentaires, était que ce type de projets était important pour le renforcement des capacités des communautés locales, puisqu'il contribuait à améliorer leur préparation et leur capacité de réaction en cas de catastrophe naturelle et face aux problèmes posés par le changement climatique.

² En 2012, les contributions du Gouvernement devraient s'élever à 11 millions de dollars.

33. Le projet de construction de digues à Gaibandha a particulièrement intéressé les membres du Conseil. L'enthousiasme des participants, dont 60 pour cent étaient des femmes, parlait de lui-même. Non seulement ces digues protègent les récoltes et les maisons contre les inondations, mais elles améliorent aussi la communication et ouvrent l'accès aux marchés pour la production agricole. Constat préoccupant, les travailleurs participant au projet ne tirent pas suffisamment parti des digues, car les terres protégées contre l'érosion et les inondations appartiennent principalement à des propriétaires terriens, même si ceux-ci en louent une partie importante à des métayers pauvres, et créent des possibilités d'emploi salarié.

RECOMMANDATIONS ET CONCLUSIONS

34. Au Bangladesh, le PAM devrait équilibrer ses activités opérationnelles sur le terrain et son dialogue avec les autorités nationales, à tous les niveaux, afin d'assurer une plus grande viabilité des projets de développement en cours et leur transfert progressif au Gouvernement dans le cadre de l'exécution du nouveau programme de pays pour 2012-2016. Des stratégies de transfert des responsabilités bien définies et dûment maîtrisées peuvent jouer un rôle fondamental à cet égard.
35. Le PAM devrait resserrer ses partenariats avec la FAO, l'UNICEF et d'autres organismes des Nations Unies et concentrer ses activités dans les domaines où il apporte une valeur ajoutée, afin de garantir l'emploi le plus efficace des ressources consacrées aux activités de développement, compte tenu des avantages comparatifs, des points forts et du mandat qui est celui de chaque organisme. Ces partenariats devront faire une place particulière à la collaboration avec les institutions ayant leur siège à Rome, y compris le FIDA, afin d'assurer des interventions collectives et cohérentes pour lutter contre l'insécurité alimentaire et la faim au Bangladesh.
36. Le ciblage doit être affiné afin de déterminer les zones où la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité sont les plus fortes, étant donné le notable recul de la pauvreté ces dernières années (le taux s'établit désormais à 32 pour cent). En particulier, des travaux de recherche et des évaluations qualitatives, allant du niveau du sous-district à celui de l'union, seront essentiels pour hiérarchiser les besoins.
37. D'ici à 2012, le PAM devrait avoir entièrement coordonné les zones géographiques de couverture des programmes d'alimentation scolaire avec le Gouvernement, afin d'assurer la convergence entre le retrait progressif planifié du PAM et l'engagement pris par le Gouvernement vis-à-vis de ces programmes. Le PAM devrait continuer d'apporter une assistance technique et logistique aux programmes d'alimentation scolaire nationaux et renforcer, à la demande du Gouvernement, son rôle de plaidoyer.
38. De plus, en coordination avec l'UNICEF et l'OMS, le PAM devrait se pencher de plus près sur des questions telles que la consommation d'eau potable et le lavage des mains.
39. En ce qui concerne les filets de sécurité appuyés par une aide monétaire, des évaluations et des travaux de recherche devront être menés sur le projet afin d'en orienter la mise en œuvre et, éventuellement, de le transposer à plus grande échelle, et d'examiner l'impact à long terme de ce type d'outil novateur sur la sécurité alimentaire des ménages, le développement agricole et la nutrition au Bangladesh.

40. Il semble aussi approprié de placer les programmes de promotion des filets de sécurité sous la houlette du Ministère de la condition féminine et de l'enfance, afin de déterminer les intérêts du Gouvernement et de lier plus étroitement les filets de sécurité au programme national de développement en faveur des groupes vulnérables.
41. Le PAM devrait continuer à intégrer ses approches en matière de nutrition dans les différentes composantes du nouveau programme de pays, en les faisant concorder davantage avec les priorités du Gouvernement bangladais et en aidant à renforcer les liens multisectoriels entre les ministères. Le PAM devrait travailler en étroite coopération avec d'autres organismes des Nations Unies, en particulier la FAO et l'UNICEF, en vue d'élaborer des approches exhaustives et novatrices de la nutrition et des méthodes de sensibilisation plus efficaces.
42. Le PAM devrait renforcer les partenariats avec le Gouvernement, les ONG et d'autres acteurs afin de développer une capacité de résistance globale face aux catastrophes. Le rôle du PAM dans le cadre de ces partenariats devrait reposer sur ses avantages comparatifs, comme ses compétences spécialisées en matière de sécurité alimentaire, ses capacités d'analyse et l'action menée au niveau local avec les organisations communautaires pour assurer la gestion des catastrophes.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
OMD	objectif du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	organisation non gouvernementale
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance